

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**Morgan Stanley France**

Société anonyme au capital de 21.106.770 €  
Siège social : 61, rue de Monceau - 75008 Paris  
420 318 206 RCS Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2018

Approuvés par l'assemblée générale ordinaire en date du 24 mai 2019

**I. BILAN**

(en milliers d'euros)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Caisse, banques centrales, CCP	2,1	1 175 033	399 783
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2,2	97 754	50 658
Opérations avec la clientèle	2,3	2 901 569	2 815 117
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable	2,4	5 231 858	6 738 539
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Immobilisations incorporelles	2,5	0	14
Immobilisations corporelles	2,5	952	860
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Comptes de négociation et de règlement			
Autres actifs	2,6	643 649	538 423
Comptes de régularisation	2,7	738 938	749 707
<b>Total actif</b>		<b>10 789 752</b>	<b>11 293 102</b>

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Banques centrales, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	2,8	0	295
Opérations avec la clientèle	2,9	5 161 142	5 825 676
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	2,10	4 335 791	4 155 910
Comptes de régularisation	2,11	767 949	812 709
Comptes de négociation et de règlement			
Provisions pour risques et charges	2,12	19 061	27 042
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	2,13	<b>505 809</b>	<b>471 471</b>
Capital souscrit		21 107	21 107
Prime d'émission		384 910	384 910
Réserves		2 111	1 542
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			

Report à nouveau (+/-)		63 343	37 394
Résultat de l'exercice (+/-)		34 339	26 517
Total passif		10 789 752	11 293 102

## II. HORS BILAN

(en milliers d'euros)

Engagements hors bilan	Notes	31/12/2018	31/12/2017
<b>Engagements donnés</b>	4,1	<b>165 075</b>	<b>178 178</b>
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres: titres à livrer		165 075	178 178
<b>Engagements reçus</b>	4,2	<b>814 920</b>	<b>589 256</b>
Engagements de financement			
Engagements de garantie		595 731	409 333
Engagements sur titres: titres à recevoir		219 188	179 923
<b>Engagements sur instruments financiers à terme</b>	4,3	<b>33 939 739</b>	<b>40 095 353</b>
Opérations sur instruments de taux d'intérêt		6 260 619	8 167 042
Opérations sur instruments de cours de change		4 179 586	7 059 241
Opérations sur autres instruments		23 499 533	24 869 070

## II. COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	3,1	20 324	12 535
Intérêts et charges assimilés	3,2	-86 623	-70 209
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	3,3	124 906	117 779
Commissions (charges)	3,3	-47 946	-53 367
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3,4	175 221	142 859
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire			
Autres charges d'exploitation bancaire			
<b>Produit net bancaire</b>		<b>185 882</b>	<b>149 597</b>
Charges générales d'exploitation	3,5	-123 170	-99 001
DAP des immobilisations incorporelles et corporelles		-290	-246
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>62 423</b>	<b>50 350</b>
Coût du risque			
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>62 423</b>	<b>50 350</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-2	1
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>62 421</b>	<b>50 351</b>
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	3,6	-28 082	-23 834
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées			
<b>Résultat net</b>		<b>34 339</b>	<b>26 517</b>

#### IV. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

##### Présentation de la société et faits marquants de l'exercice

La société Morgan Stanley France, ci-après " MSF" a été constituée le 30 septembre 1998. Le 13 janvier 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société a approuvé la transformation de MSF en Société Anonyme (SA), ainsi que la modification des statuts permettant à MSF d'exercer et de développer des activités de prestataires de services d'investissements définies par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, notamment les articles L321-1 et suivants du code monétaire et financier concernant la fourniture de services d'investissements et de services connexes.

La société MSF est agréementée auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) depuis le 1<sup>er</sup> février 2017 en qualité d'entreprise d'investissement et fournit des services d'exécution d'ordres pour compte de tiers, de négociation pour compte propre et de conseil d'investissement et placement non garanti portant sur tous les titres visés aux articles L.211-1 II (titres financiers) et L.211-41 (instruments financiers équivalents de droit étranger) du code monétaire et financier.

La répartition du capital social de MSF est indiquée ci-dessous :

Dénomination	Adresse du siège social	Nb de titres de participations	Pourcentage de capital détenue
Morgan Stanley France Holdings 1 *	61, rue de Monceau,	1,407,117.0	99.99%
Morgan Stanley France Holdings II	75008 Paris	0	0.01%
	61, rue de Monceau,	1	
	75008 Paris		

depuis le 1er novembre 2018, détenue à 100% par la société MSI, auparavant détenue à 100% par la société MSIP Pic

##### Faits marquant de l'exercice

Le 30 novembre 2018, MSF a obtenu l'extension de son agrément au service de gestion d'un système multilatéral de négociation (*Multilateral/ Trading Facility*) pour les instruments financiers visés à l'article L.211-1 II 1 et 3 du code monétaire et financier.

##### Evènements postérieurs à la clôture

Le conseil d'administration de MSF du 18 mars 2019 a pris acte de la décision de la division DSP (*Delta One Structured Products*) d'arrêter l'activité d'equity swaps sur actions indiennes à compter du 1er avril 2019. A partir de cette date, nous estimons que le portefeuille d'instruments financiers correspondants devrait être dénoué sur une période d'environ deux ans.

Dans le cadre de la stratégie d'adaptation au Brexit, MSF a soumis aux autorités allemandes la création d'une succursale en France qui sera abritée dans les locaux de la société. Au surplus, il est prévu que les vendeurs de la division « Fixed Income » ainsi que 7 des 9 personnes du Middle-Office, soient transférés de la Société vers la succursale. Dans le même temps des employés de Morgan Stanley & Co International Pic doivent être transférés vers la Société afin de renforcer la division « Actions » et IBD

##### Note 1 - Règles et méthodes comptables

## Présentation des comptes

Les comptes sociaux de la société MSF ont été établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

### **Principes et Méthodes comptables**

Depuis l'obtention de l'agrément d'entreprise d'investissement le 1er février 2017, la société MSF applique le référentiel PCEC (Plan Comptable des Etablissements de Crédit).

## **A. Créances et dettes**

Les créances et dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les créances présentant un risque de non recouvrement total ou partiel ou ayant un caractère contentieux font individuellement l'objet de provision pour dépréciation constituée par dotation au compte de résultat. Ces provisions sont inscrites en minoration de l'actif.

Par ailleurs les risques financiers, hors créances contentieuses, font l'objet de dotations aux provisions pour risques et charges.

Les prêts consentis au titre de pensions livrées reçues sont enregistrés à l'actif selon la catégorie de la contrepartie et sont représentatifs de créances sur les cédants.

Les emprunts contractés au titre de pensions livrées données sont enregistrés au passif selon la catégorie de la contrepartie et sont représentatifs de dettes sur les cessionnaires. Les actifs cédés sont maintenus dans le portefeuille de titres. Les rémunérations perçues ou versées sont portées en compte de résultat prorata temporis.

## **B. Portefeuille de titres**

Le portefeuille de MSF est constitué d'actions et autres titres à revenu variable catégorisés en titres de transactions. Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus. La dette représentative des titres vendus à découvert est inscrite au passif de l'établissement cédant pour le prix de vente des titres frais exclus. Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement- livraison. À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

## **C. Opérations sur instruments financiers à terme**

Les principes comptables adoptés sont ceux définis conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014. Les engagements nominaux sur les instruments à terme sont présentés en hors bilan. Les opérations traitées au sein de la société correspondent à des opérations de trading.

Les opérations sur instruments financiers à terme sont comptabilisées, à la date de leur conclusion, sur des comptes d'engagements hors bilan pour la valeur nominale des contrats négociés. Les différences de cours qui se produisent quotidiennement dans les opérations sur instruments financiers à terme, sont directement comptabilisées au compte de résultat.

Les opérations sur options sont également enregistrées, dès leur conclusion, sur les comptes d'engagements hors bilan correspondants, pour la valeur nominale de l'actif sous-jacent auquel les options sont référencées. Les contrats d'options sont comptabilisés à l'actif ou au passif pour la valeur des primes achetées ou vendues, et les différences consécutives aux variations journalières par rapport au cours du marché sont comptabilisées au compte de résultat.

Les garanties déposées auprès des marchés organisés sont comptabilisées à l'actif , dans le poste "Autres actifs"

### **O. Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées, conformément au règlement ANC n°2014-03, à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Elles sont amorties de la façon suivante:

- agencements et autres immobilisations corporelles : 10ans en linéaire;
- matériel de communication : 8 ans en linéaire;
- mobilier de bureau : 7 ans en linéaire;
- autres matériels techniques : 5 ans en linéaire;
- matériel informatique : 3 ans en linéaire.

### **E. Provisions**

Les provisions sont comptabilisées selon les dispositions de l' ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux passifs. Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

### **F. Opérations en devises**

Les positions libellées en devises sont évaluées au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges en devises, enregistrés au compte de résultat, sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur au moment de l'opération.

Les résultats des opérations de change sont déterminés selon les modalités prévues dans l'instruction n° 94-05 de la Commission Bancaire et au titre 7 du Règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014.

Les gains et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat, qu'ils soient latents ou définitifs.

### **G. Intérêts et commissions**

Les intérêts ainsi que les commissions assimilées à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions sont enregistrées en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent . Elles sont comptabilisées immédiatement en résultat pour la rémunération de services ponctuels et étalées sur la durée de vie de la prestation fournie pour la rémunération de services continus.

Les revenus des actions, dividendes et acomptes sur dividendes sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement. Les revenus des obligations sont inscrits prorata temporis en résultat. Les intérêts courus à l'achat sont portés dans un compte de régularisation.

MSF applique une politique globale de prix de transfert retenue par le groupe Morgan Stanley. La méthode sélectionnée est l'une des méthodes spécifiées par la directive de l'OCDE sur les Principes applicables en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales.

### **H. Avantages au personnel**

Les engagements au titre des régimes de retraite obligatoire sont couverts par des cotisations prises en charge au fur et à mesure de leur versement à des organismes de retraite indépendants qui gèrent ensuite le paiement des pensions.

Les indemnités de fin de carrière sont comptabilisées sous forme de provision et calculées selon une méthode actuarielle par un prestataire extérieur.

## I. Impôts

La société MSF a conclu une convention d'intégration fiscale avec la société MSF Holdings I effective en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La charge fiscale correspond à la somme de l'impôt courant à payer et de l'impôt différé.

L'impôt courant à payer est calculé sur le bénéfice imposable de l'exercice sur la base des taux d'imposition en vigueur à la date des états financiers, soit 28% pour la part des bénéfices inférieure ou égale à 500 000€ et 33,1/3% pour la part des bénéfices supérieure à 500 000€ au 31 décembre 2018. La société est également soumise à une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés au taux de 3.3%.

L'impôt différé correspond à l'impôt supposé payable ou remboursable au titre d'écarts entre la valeur comptable de l'actif et du passif dans les états financiers et les assiettes fiscales correspondantes utilisées pour le calcul du bénéfice imposable. Un impôt différé passif est généralement comptabilisé pour toutes les différences imposables temporaires et un impôt différé actif est constaté au titre des disponibilités de bénéfices imposables permettant l'utilisation des différences temporaires déductibles.

La valeur comptable de l'impôt différé actif est revue à chaque date des états financiers et diminuée s'il devient

improbable que la société dispose de bénéfices imposables en suffisance pour permettre le recouvrement de tout ou partie de l'actif. L'impôt différé est calculé aux taux d'imposition supposés s'appliquer à la période de remboursement de la dette ou de réalisation de l'actif. Le taux effectif utilisé au 31 décembre 2018 prend en compte la baisse des taux d'IS approuvée par la Loi de finances 2017.

### Note 2 - Informations sur les postes du bilan

#### \*Détenition du capital social

Dénomination	Adresse du siège social		Nb de titres de participations	Part de capital détenue
Morgan Stanley France Holdings I *	61, rue de Monceau, 75008 Paris		1 407 117,00	99,99%
Morgan Stanley France Holdings II	61, rue de Monceau, 75008 Paris		1	0,01%

\* depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2018, détenue à 100% par la société MSI, auparavant détenue à 100% par la société MSIP Plc

#### Note 2.1 – Caisse, banques centrales, CCP.

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017
Banques centrales (1)	1 175 033	399 783
<b>Total</b>	<b>1 175 033</b>	<b>399 783</b>

(1) Ce poste est constitué d'espèces placées auprès de la Banque de France

#### Note 2.2 – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2018					Au 31/12/2017
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Comptes ordinaires débiteurs (1)	95 604				95 604	48 534
Comptes et prêts			2 150		2 150	2 124
Prêts financiers						
Prêts participatifs						
Autres prêts subordonnés						
Valeurs reçues en pension						
Titres reçus en pension livrée						
<b>Sous-total</b>	<b>95 604</b>		<b>2 150</b>		<b>97 754</b>	<b>50 658</b>
Créances rattachées						
Créances douteuses						
Provisions pour dépréciation						
<b>Total</b>	<b>95 604</b>		<b>2 150</b>		<b>97 754</b>	<b>50 658</b>

(1) Au 31 décembre 2018, ce poste est principalement constitué d'avoirs placés auprès des banques Citi India, HSBC et MS Bank AG

#### Note 2.3 – Opérations avec la clientèle à l'actif

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2018					Au 31/12/2017
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Comptes ordinaires débiteurs						
Titres reçus en pension livrée (1)	2 901 569				2 901 569	2 815 117
Prêts à la clientèle financière						
<b>Total</b>	<b>2 901 569</b>				<b>2 901 569</b>	<b>2 815 117</b>

(1) Ce poste est constitué d'opérations de pensions livrées avec le groupe :

- actions reçues en pension livrée contre garantie en espèces (2,802 millions d'euros en 2018 contre 2,724 millions d'euros en 2017);
- obligations d'état (actifs liquides de haute qualité) reçues en pension livrée contre garantie en espèces (99,9 millions d'euros en 2018 contre 91,6 millions d'euros en 2017)

#### Note 2.4 – Actions et autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2018				Au 31/12/2017
	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissement	Total	Total
<b>Effets publics et valeurs assimilées</b>					
Créances rattachées					
Dépréciations					
<b>Sous-total</b>					
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>					
Titres cotés					
Titres non cotés					
Créances rattachées					



Dépréciations					
<b>Sous-total</b>					
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	5 231 858			5 231 858	6 738 539
Titres cotés (1)	5 231 858			5 231 858	6 738 539
Titres non cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations					
<b>Sous-total</b>	5 231 858			5 231 858	6 738 539
<b>Total</b>	<b>5 231 858</b>			<b>5 231 858</b>	<b>6 738 539</b>

(1) Le solde est constitué de titres cotés sur les marchés européens et indien.

#### Note 2.5 – Immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2017	Acquisitions/ dotations (1)	Cessions/ reprises	Autres (reclassement)	Au 31/12/2018
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
<b>Valeurs brutes</b>					
Fonds de commerce					
Droit d'usage					
Logiciels	14	0		-14	0
En cours					
Autres					
<b>Amortissements</b>					
Fonds de commerce					
Droit d'usage					
Logiciels					
En cours					
Autres					
<b>Valeur nette</b>	<b>14</b>	<b>0</b>		<b>-14</b>	<b>0</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>					
<b>Valeurs brutes</b>	<b>14</b>				<b>15</b>
Installations générales	968	351		14	333
Matériel de bureau et informatique	8	84			8
Mobilier	463	267		14	547
Autres	5	-			5
<b>Amortissements</b>	<b>(14)</b>	<b>(274)</b>			<b>(14)</b>
Installations générales	107	(134)			381
Matériel de bureau et informatique	(8)	-			(8)
Mobilier	147	(140)			281
Autres	(4)				(4)
<b>Valeur nette</b>	<b>860</b>	<b>77</b>		<b>14</b>	<b>952</b>

**Note 2.6 – Autres actifs**

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017
Instruments conditionnels achetés (1)	76 332	22 793
Dépôts et cautionnements	1 032	1 029
Impôts et taxes (2)	17 780	29 786
Autres débiteurs divers (3)	548 504	484 815
<b>Total</b>	<b>643 649</b>	<b>538 423</b>

(1) Le solde est principalement constitué de primes d'options sur actions indiennes

(2) Au 31 décembre 2018, le solde est constitué d'une créance d'impôt courant sur les sociétés (2,3 millions d'euros contre 11,7 millions d'euros en 2017), d'une créance d'impôt différé (12,1 millions d'euros contre 12,7 millions d'euros en 2017) et d'un crédit de TVA (2,5 millions d'euros contre 3,3 millions d'euros en 2017)

(3) Le solde est principalement constitué:

- du collatéral versé à des contreparties dans le cadre de l'activité sur instruments financiers à terme (447 millions d'euros en 2018 contre 383 millions d'euros en 2017)

**Note 2.7 – Comptes de régularisation à l'actif**

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017
Comptes d'ajustement sur opérations de hors bilan (1)	738 927	749 688
Charges constatées d'avance	11	19
<b>Total</b>	<b>738 938</b>	<b>749 707</b>

(1) Le poste «Comptes d'ajustement sur opérations de hors bilan » correspond à la valeur de marché positive des contrats de produits dérivés (hors options) en date de clôture

**Note 2.8 – Dettes envers les établissements de crédit**

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017
Dépôts et comptes ordinaires	0	295
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>295</b>

(1) Au 31 décembre 2017, le solde est constitué d'un découvert auprès de BNP Paribas Securities Service

**Note 2.9 – Opérations avec la clientèle au passif**

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2018		Au 31/12/2017	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial				
Autres dettes				
Emprunts auprès de la clientèle financière (1)		620 538		560 489
Titres donnés en pensions livrées (2)	2 185 357	2 355 248	1 178 718	4 086 469
<b>Total</b>	<b>2 185 357</b>	<b>2 975 785</b>	<b>1 178 718</b>	<b>4 646 958</b>

(1) Le solde est principalement composé d'un financement non-garanti à terme reçu du groupe (MS International). Le terme est à 60 jours en 2018 contre 13 mois en 2017.

(2) Le solde est composé de titres donnés en pensions livrées correspondent au financement garanti reçu du groupe (MSI Plc).

**Note 2.10 – Autres passifs**

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017
Instruments conditionnels vendus	545	2 786
Dettes représentative des titres: Vente à découvert	2 794 936	2 654 953
Dépôts et cautionnements	159	156
Impôts et taxes	881	25
Autres créditeurs divers (1)	1 539 269	1 497 990
<b>Total</b>	<b>4 335 791</b>	<b>4 155 910</b>

(1) Le solde est principalement constitué:

- de montants de collatéral reçus du Groupe MS dans le cadre de protections de crédit financées (1 136 millions d'euros en 2018 contre 1 097 millions d'euros en 2017);  
- du collatéral reçu de contreparties dans le cadre de l'activité sur instruments financiers à terme (247 millions d'euros en 2018 contre 270 millions d'euros en 2017).

**Note 2.11 – Comptes de régularisation au passif**

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017
Comptes d'ajustement sur opérations de hors bilan (1)	767 949	812 709
Produits constatés d'avance		
<b>Total</b>	<b>767 949</b>	<b>812 709</b>

(1) Le poste «Comptes d'ajustement sur opérations de hors bilan » correspond à la valeur de marché négative des contrats de produits dérivés (hors options) en date de clôture.

**Note 2.12 – Provisions pour risques et charges**

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2017	Dotation	Reprise	Au 31/12/2018
Provisions relatives à des plans de rémunération différée et les charges sociales afférantes (1)	21 524		6 631	14 893
Provisions pour litiges	1 308		0	1 308
Provision pour risques fiscaux (2)	2 190		1 454	737
Provision pour remise en état des locaux loués	1 039	75		1 114
Provision pour perte sur la sous-location	823		358	465
Provision pour retraites	158	386		544
<b>Total</b>	<b>27 042</b>	<b>461</b>	<b>8 442</b>	<b>19 061</b>

(1) Cette ligne est correspond aux rémunérations différées en actions gratuites et en espèces

(2) Cette ligne correspond au risque fiscal lié à des litiges de TVA

**Note 2.13 – Evolution des capitaux propres**

(En milliers d'euros)	Au 31/12/2017	Affectation du résultat (1)	Résultat de la période	Affectation à la réserve légale (1)	Au 31/12/2018
Capital souscrit	21 107				21 107
Prime d'émission	384 910				384 910

Réserve légale	1 481			630	2 111
Autre réserve	62			-62	
Report à nouveau	37 394	26 517		-568	63 343
Résultat de l'exercice	26 517	-26 517	34 339		34 339
<b>Total</b>	<b>471 471</b>	<b>0</b>	<b>34 339</b>	<b>0</b>	<b>505 809</b>

(1) Affectation du résultat 2017 selon le PV d'AG du 25 mai 2018

### Note 3.1 – Intérêts et Produits assimilés.

(En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
- sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	0	8
- sur opérations avec la clientèle (1)	19 454	11 625
- sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- autres intérêts et produits assimilés (2)	869	901
<b>Total</b>	<b>20 324</b>	<b>12 535</b>

(1) Les intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle sont liés principalement à des intérêts négatifs sur les opérations de mise en pension livrée avec le groupe Morgan Stanley

(2) Les autres intérêts et produits assimilés sont principalement liés au collatéral versé aux entités du groupe Morgan Stanley

### Note 3.2– Intérêts et Charges assimilés.

(En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
- sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés (1)	-1 952	-188
- sur opérations avec la clientèle (2)	-58 309	-61 942
- sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- autres intérêts et charges assimilés (3)	-26 361	-8 079
<b>Total</b>	<b>-86 623</b>	<b>-70 209</b>

(1) Au 31 décembre 2018, les opérations avec les établissements de crédit sont constituées principalement des intérêts négatifs Banque de France

(2) Les autres intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle sont liés au financement par les entités du groupe Morgan Stanley

(3) Les autres intérêts et charges assimilés sont principalement liés au collatéral reçu des entités du groupe Morgan Stanley

### Note 3.3– Commissions.

(En milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières (1)		-12 441		-16 641
Opérations de trésorerie et interbancaires				
Opérations sur titres				
Opérations de change				
Instruments financiers à terme				
Prestations de services financiers (2)	64 626	-2 671	59 530	-2 271
Produits et charges de commissions (3)	60 281	-32 834	58 249	-34 455
<b>Total</b>	<b>124 906</b>	<b>-47 946</b>	<b>117 779</b>	<b>-53 367</b>

- (1) Les opérations bancaires et financières sont constituées du prix de transfert de trésorerie  
 (2) Les prestations de services financiers sont liées aux prix de transfert et revenus directs de l'activité de banque d'affaires (*Investment Banking Division*)  
 (3) Les produits et les charges de commissions sont principalement liés aux prix de transfert sur les activités de négociation pour compte propre

### Note 3.4– Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Titres de transaction (1)		-209 520	922 088	
Opérations de change	3 518		708	
Instruments financiers à terme (2)	427 431	-46 208	44 583	-824 521
<b>Total</b>	<b>430 950</b>	<b>-255 728</b>	<b>967 380</b>	<b>-824 521</b>
<b>Solde net</b>	<b>175 221</b>		<b>142 859</b>	

(1) L'évolution du poste est liée à la baisse des marchés actions en 2018

(2) L'évolution est en cohérence avec la variation sur titres de transactions (opération de couverture)

### Note 3.5– Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Frais de personnel	-63 787	-58 001
Impôts et taxes	-18 141	-19 096
Charges sur prestations de services financiers		
Services extérieurs (1)	-41 120	-20 471
Autres charges diverses d'exploitation	-123	-1 433
<b>Total</b>	<b>-123 170</b>	<b>-99 001</b>

(1) La hausse s'explique principalement par l'augmentation des frais liés aux garanties avec les entités du groupe Morgan Stanley

### Détail des frais de personnel.

(En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Salaires et traitements	-41 852	-37 913
Charges sociales	-12 491	-10 804
Charges de retraite	0	-36
Participation des salariés	-6 167	-6 366
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-3 278	-2 882
<b>Total</b>	<b>-63 787</b>	<b>-58 001</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Rémunérations allouées aux organes de direction (1)		
Avances et crédits alloués aux organes de direction		

(1) Non communiqué - Ne concerne qu'un membre déterminé des organes de direction

**Effectifs.**

	31/12/2018	31/12/2017
Effectif global moyen	105	94

La hausse s'explique principalement par des recrutements sur les fonctions supports liés à l'activité réglementée de MSF (risque, conformité, finance)

**Honoraires des Commissaires aux Comptes.**

(En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Honoraires relatifs au commissariat aux comptes, à la certification et à l'examen des comptes individuels	-142	-125
Services autres que la certification des comptes (SACC)		
<b>Total</b>	<b>-142</b>	<b>-125</b>

**Note 3.6– Impôt sur les bénéfices.**

(En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>-28 082</b>	<b>-23 834</b>
- impôt courant	-27 528	-22 554
- impôt différé	-554	-1 280

**Note 4.3 – Engagements sur instruments financiers à terme**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Opérations de gré à gré	Opérations sur marchés organisés	Opérations de gré à gré	Opérations sur marchés organisés
<b>Opérations sur instruments de taux d'intérêt</b>	<b>6 260 619</b>		<b>8 167 042</b>	
- opérations fermes : Swaps de taux d'intérêt	4 290 608		7 322 183	
- opérations conditionnelles :				
Caps, floors, collars				
Options	1 970 011		844 859	
<b>Opérations sur instruments de cours de change</b>	<b>4 179 586</b>		<b>7 059 241</b>	
- opérations fermes : Swaps de change	4 001 466		7 059 241	
- opérations conditionnelles :				
Forward	90 754			
Options	87 367			
<b>Opérations sur autres instruments</b>	<b>20 887 225</b>	<b>2 612 308</b>	<b>22 623 420</b>	<b>2 245 651</b>
- opérations fermes : Equity Swaps	20 887 225		22 623 420	
- opérations conditionnelles :				

Futures		2 043 582		1 411 778
Options		568 727		833 873
<b>Sous-Total</b>	<b>31 327 430</b>	<b>2 612 308</b>	<b>37 849 703</b>	<b>2 245 651</b>
<b>Total</b>	<b>33 939 739</b>		<b>40 095 353</b>	

L'évolution des engagements hors-bilan sur instruments financiers à terme s'explique principalement par la baisse des encours du portefeuille sur instruments dérivés avec les contreparties mexicaines

#### Analyse par durée résiduelle

(En milliers d'Euros)	Montant total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
<b>Opérations sur intruments de taux d'intérêt</b>	<b>6 260 619</b>	<b>583 611</b>	<b>2 313 439</b>	<b>3 363 570</b>
- opérations fermes : Swaps de taux d'intérêt	4 290 608	548 088	2 026 963	1 715 557
- opérations conditionnelles :				
Caps, floors, collars				
Options	1 970 011	35 523	286 475	1 648 012
<b>Opérations sur instruments de cours de change</b>	<b>4 179 586</b>	<b>829 469</b>	<b>1 606 713</b>	<b>1 743 404</b>
- opérations fermes : Swaps de change	4 001 466	738 715	1 519 347	1 743 404
- opérations conditionnelles :				
Forward	90 754	90 754		
Options	87 367		87 367	
<b>Opérations sur autres instruments</b>	<b>23 499 533</b>	<b>17 503 236</b>	<b>5 866 129</b>	<b>130 168</b>
- opérations fermes : Equity Swaps	20 887 225	14 940 373	5 816 684	130 168
- opérations conditionnelles :				
Futures	2 043 582	2 043 582		
Options	568 727	519 282	49 445	
<b>Total</b>	<b>33 939 739</b>	<b>18 916 316</b>	<b>9 786 281</b>	<b>5 237 142</b>

## **V. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société Morgan Stanley France,

### **I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Morgan Stanley France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **II. Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **III. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **IV. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

##### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire

##### ***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

##### ***Autres informations***

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, aux aliénations d'actions effectuées en application des articles L.233-29 et L.233-30 du code de commerce et aux participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

#### **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **VI. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris-La-Défense, le 9 mai 2019

Les commissaires aux comptes,

**MAZARS**

Charles DE BOISRIOU  
Emmanuel DOOSEMAN

---

**DELOITTE  
& ASSOCIES**

Marjorie BLANC LOURME

---

## **VI. RAPPORT DE GESTION**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société : 61 rue de Monceau, 75008 Paris.